

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 51

6 avril 2007

Sommaire

Loi du 30 mars 2007 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	page 884
Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, ainsi que la Déclaration commune, signés à Prüm le 27 mai 2005 – Ratification et entrée en vigueur pour le Luxembourg – Liste des Etats liés	886

**Loi du 30 mars 2007 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979
concernant la taxe sur la valeur ajoutée.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,
Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 15 mars 2007 et celle du Conseil d'Etat du 20 mars 2007 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. I – Disposition introductive

La loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle est modifiée par la présente, est appliquée et interprétée concurremment et conformément à la directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002 modifiant, en partie à titre temporaire, la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique ainsi qu'à la directive 2006/58/CE du Conseil du 27 juin 2006 modifiant la directive 2002/38/CE en ce qui concerne la période d'application du régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique.

Art. II – Transposition des directives 2002/38/CE et 2006/58/CE

La loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée est modifiée comme suit:

(1) a) A l'article 17, paragraphe 2, point e), les deux tirets suivants sont insérés entre les huitième et neuvième tirets:

«– les services de radiodiffusion et de télévision;

– les services fournis par voie électronique, notamment:

- 1) la fourniture et l'hébergement de sites informatiques, et la maintenance à distance de programmes et d'équipement;
- 2) la fourniture de logiciels et la mise à jour de ceux-ci;
- 3) la fourniture d'images, de textes et d'informations, et la mise à disposition de bases de données;
- 4) la fourniture de musique, de films et de jeux, y compris les jeux de hasard ou d'argent, et d'émissions ou de manifestations politiques, culturelles, artistiques, sportives, scientifiques ou de divertissement;
- 5) la fourniture de services d'enseignement à distance.»

b) A l'article 17, paragraphe 2, il est ajouté un nouveau point f) ayant la teneur suivante:

«f) le lieu où les services visés au point e), dixième tiret, sont fournis lorsque cette prestation est effectuée en faveur de personnes non assujetties qui sont établies, ont leur domicile ou leur résidence habituelle dans un Etat membre par un assujetti qui a établi le siège de son activité économique ou qui dispose d'un établissement stable à partir duquel le service est fourni hors de la Communauté ou qui, à défaut d'un tel siège ou d'un tel établissement stable, a son domicile ou sa résidence habituelle hors de la Communauté, est le lieu où la personne non assujettie est établie, ou a son domicile ou sa résidence habituelle.»

c) A l'article 17, le texte du paragraphe 3 est modifié de manière à lui donner la teneur suivante:

«3. Par dérogation aux dispositions prévues au paragraphe 1, le lieu des services de télécommunications, de radiodiffusion et de télévision visés au paragraphe 2, point e), huitième et neuvième tirets, fournis à des personnes non assujetties qui sont établies, ont leur domicile ou leur résidence habituelle dans un Etat membre par un assujetti qui a établi le siège de son activité économique ou dispose d'un établissement stable à partir duquel les services sont fournis hors de la Communauté ou qui, à défaut d'un tel siège ou d'un tel établissement stable, a son domicile ou sa résidence habituelle hors de la Communauté, est réputé se situer à l'intérieur du pays lorsque l'utilisation et l'exploitation effectives de ces services s'y effectuent.»

d) A l'article 17, le texte du paragraphe 4 est modifié de manière à lui donner la teneur suivante:

«4. Un règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'Etat, pourra déterminer les limites et les conditions d'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 2.

En vue d'éviter des cas de double imposition, de non-imposition ou de distorsions de concurrence, ce règlement, en ce qui concerne la prestation des services visés au paragraphe 2, point e), excepté ceux visés au dixième tiret, et sans préjudice de la disposition figurant au paragraphe 3, ainsi que, en ce qui concerne la location de moyens de transport, pourra déroger aux dispositions des paragraphes 1 et 2 en disposant

- a) que le lieu de prestations de services qui, en vertu du présent article, est situé à l'intérieur du pays, est considéré comme s'il était situé en dehors de la Communauté, lorsque l'utilisation et l'exploitation effectives s'effectuent en dehors de la Communauté;
- b) que le lieu de prestations de services qui, en vertu du présent article, est situé en dehors de la Communauté, est considéré comme s'il était situé à l'intérieur du pays, lorsque l'utilisation et l'exploitation effectives s'effectuent à l'intérieur du pays.»
- e) L'ancien paragraphe 4 de l'article 17 devient le nouveau paragraphe 5.

(2) Il est inséré au chapitre VIII de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée un article 56quinquies ayant la teneur suivante:

«**Art. 56quinquies.** 1. Les dispositions du présent régime spécial applicable aux assujettis non établis dans la Communauté qui fournissent par voie électronique des services à des personnes non assujetties dérogent pour autant que de besoin à celles de la présente loi.

2. Aux fins du présent article on entend par:

- a) «assujetti non établi», un assujetti qui n'a pas établi le siège de son activité économique et qui ne dispose pas d'établissement stable sur le territoire de la Communauté et qui n'est pas tenu d'être identifié pour d'autres raisons aux fins d'imposition au titre de l'article 22 de la directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme, telle qu'elle a été modifiée par la suite (en abrégé ci-après: la «sixième directive TVA»);
- b) «services électroniques» et «services fournis par voie électronique», les services visés à l'article 17, paragraphe 2, point e), dixième tiret;
- c) «Etat membre d'identification», l'Etat membre auquel l'assujetti non établi choisit de notifier le moment où il commence son activité imposable sur le territoire de la Communauté conformément aux dispositions du présent article;
- d) «Etat membre de consommation», l'Etat membre dans lequel la prestation des services électroniques est réputée avoir lieu conformément à l'article 9, paragraphe 2, point f) de la sixième directive;
- e) «déclaration de taxe sur la valeur ajoutée», la déclaration comportant les renseignements nécessaires pour établir le montant de la taxe qui est due dans chaque Etat membre.

3. Tout assujetti non établi qui fournit des services par voie électronique à une personne non assujettie qui est établie dans un Etat membre, y a son domicile ou sa résidence habituelle, est autorisé à se prévaloir d'un régime spécial dont les modalités sont exposées ci-après. Le régime spécial est applicable à tous ces services dans la Communauté.

4. L'assujetti non établi qui fournit des services par voie électronique à une personne non assujettie qui est établie dans un Etat membre, y a son domicile ou sa résidence habituelle, et qui choisit le Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'Etat membre d'identification pour se prévaloir du régime spécial, informe l'administration de l'enregistrement et des domaines du moment où il commence son activité imposable, la cesse ou la modifie au point de ne plus pouvoir se prévaloir dudit régime. Il communique cette information par voie électronique.

Les informations que l'assujetti non établi est tenu de fournir à l'administration lorsqu'il commence une activité imposable comportent les éléments d'identification suivants: nom, adresse postale, adresses électroniques, y compris les sites Internet, numéro fiscal national le cas échéant, et une déclaration indiquant qu'il n'est pas identifié dans la Communauté aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée. L'assujetti non établi est tenu de notifier à l'administration toute modification concernant les informations fournies.

5. Pour l'application des dispositions du présent article l'assujetti non établi est identifié à la taxe sur la valeur ajoutée par l'attribution d'un numéro individuel d'identification.

L'administration informe par voie électronique l'assujetti non établi du numéro d'identification qui lui a été attribué.

6. L'administration procède à la radiation de l'assujetti non établi du registre d'identification:

- a) si celui-ci notifie qu'il ne fournit plus de services électroniques, ou
- b) si l'administration peut présumer, par d'autres moyens, que ses activités imposables ont pris fin, ou
- c) si l'assujetti ne remplit plus les conditions nécessaires pour être autorisé à se prévaloir du régime spécial, ou
- d) si, de manière systématique, il ne se conforme pas aux règles relatives au régime spécial.

7. L'assujetti non établi est tenu de déposer, par voie électronique, pour chaque trimestre civil une déclaration de taxe sur la valeur ajoutée, que des services électroniques aient été fournis ou non. La déclaration doit être déposée dans les vingt jours qui suivent l'expiration de la période imposable visée par cette déclaration.

La déclaration de taxe sur la valeur ajoutée comporte le numéro d'identification et, pour chaque Etat membre de consommation dans lequel la taxe est due, la valeur totale, hors taxe sur la valeur ajoutée, des prestations de services électroniques pour la période imposable et le montant total de la taxe correspondante. Les taux d'imposition applicables et le montant total de la taxe due sont également indiqués.

8. La déclaration de taxe sur la valeur ajoutée est libellée en euros. Si d'autres monnaies ont été utilisées pour la prestation de services, on applique, pour remplir la déclaration de taxe sur la valeur ajoutée, le taux de change en vigueur le dernier jour de la période imposable déclarée. Le change est effectué par application des taux de change publiés par la Banque centrale européenne pour le jour en question ou, si aucune publication n'a été faite ce jour-là, pour le jour de publication suivant.

9. L'assujetti non établi acquitte la taxe sur la valeur ajoutée lorsqu'il dépose sa déclaration. Le paiement est effectué sur un compte bancaire libellé en euros, désigné par l'administration.

10. L'assujetti non établi qui se prévaut du présent régime spécial ne déduit aucun montant au titre de l'article 48, paragraphe 1. Par dérogation au paragraphe 2 de l'article 55, ledit assujetti bénéficie d'un remboursement conformément aux dispositions du règlement grand-ducal pris en exécution de cette disposition.

11. L'assujetti non établi tient un registre des opérations relevant du présent régime spécial. Ce registre est suffisamment détaillé pour permettre à l'administration fiscale de l'Etat membre de consommation de vérifier l'exactitude de la déclaration de taxe sur la valeur ajoutée visée au paragraphe 7. Ce registre doit, sur demande, être mis par voie électronique à la disposition de l'administration de l'enregistrement et des domaines et des autorités compétentes de l'Etat membre de consommation. Ce registre est conservé pendant dix ans à compter du 31 décembre de l'année de l'opération.»

Art. III – Mise en vigueur

La présente loi produit ses effets au 1^{er} juillet 2006.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Palais de Luxembourg, le 30 mars 2007.
Henri

Doc.parl. 5639; sess. ord. 2006-2007, Dir. 2002/38/CE, 2006/58/CE

Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, ainsi que la Déclaration commune, signés à Prüm le 27 mai 2005. – Ratification et entrée en vigueur pour le Luxembourg; liste des Etats liés.

Les Actes désignés ci-dessus, approuvés par la loi du 22 décembre 2006 (Mémorial 2006, A, no. 234, pp. 4280 et ss.) ont été ratifiés et l'instrument de ratification luxembourgeois a été déposé le 8 février 2007 auprès du Ministère allemand des Affaires étrangères.

Conformément à son article 50, paragraphe 1, les Actes entrèrent en vigueur pour le Luxembourg le 9 mai 2007.

Liste des Etats liés

<u>Etat</u>	<u>Ratification</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Autriche	21/06/2006	01/11/2006
Espagne	03/08/2006	01/11/2006
Allemagne	25/08/2006	23/01/2006
Belgique	05/02/2007	06/05/2007
Luxembourg	08/02/2007	09/05/2007

Déclarations

Allemagne

gemäß Art. 2 Abs. 3 des Vertrages vom 27. Mai 2005 zwischen dem Königreich Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, dem Königreich Spanien, der Französischen Republik, dem Großherzogtum Luxemburg, dem Königreich der Niederlande und der Republik Österreich über die Vertiefung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, insbesondere zur Bekämpfung des Terrorismus, der grenzüberschreitenden Kriminalität und der illegalen Migration – Vertrag von Prüm –

finden für die Bundesrepublik Deutschland die Artikel 2 bis 6 des Vertrages Anwendung auf die nationale «DNA-Analyse-Datei», die als Verbundanwendung im Bundeskriminalamt gemäß der Paragraphen 2, 7 und 8 des Gesetzes über das Bundeskriminalamt und die Zusammenarbeit des Bundes und der Länder in kriminalpolizeilichen Angelegenheiten (BKAG) geführt wird.

Die DNA-Analyse-Datei dient der Zuordnung von Tatortspuren zu bekannten Straftätern mit dem Ziel der Aufklärung von Straftaten. Sie beinhaltet neben Verwaltungs- und Falldaten auch personenbezogene Daten. Zum Zwecke des Abgleichs im Rahmen des Vertrages von Prüm werden jedoch nur Fundstellendatensätze gemäß Art. 2 Abs. 2 Satz 2 des Vertrages zur Verfügung gestellt. Es handelt sich somit um eine Teilmenge der in der DNA-Analyse-Datei erfassten Daten.

gemäß Art. 42 Abs. 1 des Vertrages von Prüm

über die Benennung der Behörden, die für die Anwendung des Vertrages zuständig sind.

1. Nach Artikel 6 Absatz 1 die nationale Kontaktstelle für den automatisierten Abruf und Abgleich von DNA-Profilen:

Bundeskriminalamt
65173 Wiesbaden

- Telefon: 0049 (0) 611 - 55 - 1 31 01 (Polizeiführer vom Dienst)
 Fax: 0049(0) 611 - 55 - 1 21 41 (zentraler Faxanschluss des BKA)
 E-Mail: mail@bka.bund.de
2. Nach Artikel 11 Absatz 1 die nationale Kontaktstelle für den automatisierten Abruf von daktyloskopischen Daten:
 Bundeskriminalamt
 65173 Wiesbaden
 Telefon: 0049 (0) 611 - 55 - 1 31 01 (Polizeiführer vom Dienst)
 Fax: 0049 (0) 611 - 55 - 1 21 41 (zentraler Faxanschluss des BKA)
 E-Mail: mail@bka.bund.de
3. Nach Artikel 12 Absatz 2 die nationalen Kontaktstellen für den automatisierten Abruf von Daten aus den Fahrzeugregistern:
 Für eingehende Ersuchen:
 Kraftfahrt-Bundesamt
 Fördestraße 16
 24944 Flensburg
 Telefon: 0049 (0) 461 - 316 - 20 50
 0049 (0) 461 - 316 - 16 00 (24 h)
 Fax: 0049 (0) 461 - 316 - 29 42
 E-Mail: kba@kba.de
- Für ausgehende Ersuchen:
 Bundeskriminalamt
 65173 Wiesbaden
 Telefon: 0049 (0) 611 - 55 - 1 31 01 (Polizeiführer vom Dienst)
 Fax: 0049(0) 611 - 55 - 1 21 41 (zentraler Faxanschluss des BKA)
 E-Mail: mail@bka.bund.de
4. Nach Artikel 15 die nationalen Kontaktstellen für den Informationsaustausch im Zusammenhang mit Großveranstaltungen:
 Bundeskriminalamt
 65173 Wiesbaden
 Telefon: 0049 (0) 611 - 55 - 1 31 01 (Polizeiführer vom Dienst)
 Fax: 0049 (0) 611 - 55 - 1 21 41 (zentraler Faxanschluss des BKA)
 E-Mail: mail@bka.bund.de
- Zentrale Informationsstelle Sparteinsätze (ZIS)
 Landeskriminalamt Düsseldorf
 Völklinger Straße 49
 40221 Düsseldorf
 Telefon: 0049 (0) 211 - 939 - 4300,-4301,-4305
 Fax: 0049 (0) 211 - 939 - 4399
 E-Mail: zis(5),mail. lka.nrw.de
- außerhalb Bürozeiten der ZIS
 Dauerdienst Landeskriminalamt Düsseldorf
 Telefon: 0049(0)211-939-4112
 Fax: 0049(0)211-939-4119
 E-Mail: poststelle@lka.polizei.nrw.de
5. Nach Artikel 16 Absatz 3 die nationale Kontaktstelle für die Übermittlung von Information zur Verhinderung terroristischer Straftaten:
 Bundeskriminalamt
 65173 Wiesbaden
 Telefon: 0049 (0) 611 - 55 - 1 31 01 (Polizeiführer vom Dienst)
 Fax: 0049 (0) 611 - 55 - 1 21 41 (zentraler Faxanschluss des BKA)
 E-Mail: mail@bka.bund.de
6. Nach Artikel 19 die nationalen Kontakt- und Koordinierungsstellen für die Flugsicherheitsbegleiter;
 Bundespolizeiamt Flughafen Frankfurt/Main
 Zentrale Ansprechstelle für Flugsicherheitsbegleitungen (ZAF)
 60532 Frankfurt/Main
 Tel.: 0049 (0) 69 34005603 (24 h)
 0049 (0) 49 173 2574677
 Fax: 0049 (0) 49 69 34005699
 E-Mail: fsb@polizei.bund.de

7. Nach Artikel 22 die nationalen Kontakt- und Koordinierungsstellen für die Dokumentenberater;
 Bundespolizeidirektion
 56068 Koblenz
 Tel.: 0049 (0) 261 399 - 0 (24 h)
 Fax: 0049 (0) 261 399 - 218
 e-mail: bpold@polizei.bund.de
8. Nach Artikel 23 Absatz 3 die nationalen Kontaktstellen für die Planung und Durchführung von Rückführungen;
 Bundespolizeidirektion
 56068 Koblenz
 Tel.: 0049 (0) 261 399 - 0(24 h)
 Fax: 0049 (0) 261 399 - 218
 E-Mail: bpold@polizei.bund.de
9. Nach den Artikeln 24 bis 27 die zuständigen Behörden und Beamten.
 Unter Berücksichtigung von Art. 47 des Vertrages von Prüm finden vorrangig Anwendung die bi- multilateralen Polizei- und Justizverträge, die die Bundesrepublik Deutschland mit seinen unmittelbaren Nachbarstaaten abgeschlossen hat.
 Im Einzelnen gilt folgendes:
- Nach Artikel 24 Abs. 1 (gemeinsame Einsatzformen)
 Alle Dienststellen der Polizeien der Länder und der Bundespolizei
 Fehlt es hinsichtlich der gemeinsamen Einsatzform an einer spezielleren, vertraglichen Regelung und besteht kein unmittelbarer grenzüberschreitender Bezug, so ist in diesen Ausnahmefällen das Einvernehmen des Bundesministeriums des Innern bzw. der betroffenen Innenministerien der Länder einzuholen.
 - Nach Artikel 25 Absatz 4 Satz 1 («unverzügliche Unterrichtung» bei Grenzüberschreitung)
 Bei Grenzüberschreitung ist unverzüglich die jeweils örtlich zuständige Einsatzleitstelle der Polizeien der Länder und der Bundespolizei zu unterrichten.
 - Nach Artikel 26 («Hilfeleistung bei Großereignissen, Katastrophen und schweren Unglücksfälle»)
 Für Hilfeleistungen bei Großereignissen, Katastrophen und schweren Unglücksfällen können grundsätzlich alle Dienststellen der Polizeien der Länder, der Bundespolizei und das Bundeskriminalamt zuständig sein.
 - Nach Artikel 27 (Zusammenarbeit auf Ersuchen)
 Bundeskriminalamt
 65173 Wiesbaden
 Telefon: 0049 (0) 611 - 55 - 1 31 01 (Polizeiführer vom Dienst)
 Fax: 0049 (0) 611 - 55 - 1 21 41 (zentraler Faxanschluss des BKA)
 E-Mail: mail@bka.bund.de

Autriche

«1. Erklärung zu Artikel 2 – 5:

Österreich geht davon aus, dass in der Durchführungsvereinbarung nach Art. 6 in verbindlicher Weise insbesondere die Voraussetzungen festzulegen sind, bei deren Vorliegen es zu einem Treffer im Sinne des Art. 3 Abs. 2 Satz 1 des Übereinkommens kommt. Darüber hinaus geht Österreich davon aus, dass die Vertragsparteien internationale Standards zum Abgleich von DNA-Profilen, wie sie etwa im Rahmen von Interpol (1), aber auch im Rahmen der Europäischen Union (2) erarbeitet wurden und werden, bei der praktischen Anwendung der Art. 2 bis 5 sowie der Ausarbeitung der bezüglichen Durchführungsvereinbarung angemessen berücksichtigen werden.

Anmerkung: (1) Interpol International DNA Gateway, (2) Entschließung des Rates vom 25. Juni 2001 über den Austausch von DNS-Analyseergebnissen (2001/C 187/01).

2. Erklärung zu Artikel 2 Absatz 3:

Österreich gestattet den nationalen Kontaktstellen der anderen Vertragsparteien den Zugriff auf die Fundstellendatensätze seiner DNA-Analyse-Dateien mit dem Recht, diese im Einzelfall automatisiert mittels eines Vergleiches der DNA-Profile abzurufen, und zwar ausschließlich zum Zwecke der Verfolgung solcher Straftaten, die die Voraussetzung für die Erlassung eines Europäischen Haftbefehls nach Art. 2 Abs. 1 oder 2 des Rahmenbeschlusses des Rates vom 13. Juni 2002 über den Europäischen Haftbefehl und die Übergabeverfahren zwischen den Mitgliedstaaten, ABl. Nr. L 190 vom 18.7.2002, 1, erfüllen.

3. Erklärung zu Artikel 8 bis 10:

Österreich geht davon aus, dass in der Durchführungsvereinbarung nach Art. 11 Abs. 2 in verbindlicher Weise insbesondere die maximale Anzahl der potentiell übereinstimmenden Fundstellendatensätze festzulegen ist, die von der Datei führenden Vertragspartei an die jeweils abrufende Vertragspartei zum Zwecke der endgültigen Zuordnung zu einem Fundstellendatensatz übermittelt werden dürfen.

4. Erklärung zu Artikel 23

Für die Erteilung einer Genehmigung durch die Republik Österreich zur Rückführung einer Person über österreichisches Hoheitsgebiet durch eine andere Vertragspartei müssen die Weiterreise und die Übernahme durch

das Zielland gesichert sein. Der Antrag auf Durchbeförderung wird abgelehnt, wenn die Person in einem weiteren Durchgangstaat oder im Zielstaat

1. Gefahr läuft, unmenschlicher Behandlung oder Strafe oder der Todesstrafe unterworfen zu werden, oder
2. in ihrem Leben oder ihrer Freiheit aus Gründen ihrer Rasse, ihrer Religion, ihrer Nationalität, ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder ihren politischen Ansichten bedroht wäre;
3. die Durchbeförderung abgelehnt werden kann, wenn die Person wegen einer strafbaren Handlung verfolgt werden müsste.

5. Erklärung zu Artikel 24 bis 27

Gemäß der in Artikel 47 Absatz 2 Satz 2 eingeräumten Möglichkeit, wird die Republik Österreich in Bezug auf die Bundesrepublik Deutschland anstelle der Bestimmungen der Artikel 24 bis 27 die Artikel 7, 19, 21 und 22 des Vertrags zwischen der Republik Österreich und der Bundesrepublik Deutschland über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zur polizeilichen Gefahrenabwehr und in strafrechtlichen Angeregeheiten anwenden.

6. Erklärung gemäß Artikel 42

Für Österreich werden die folgenden Dienststellen des Bundesministeriums für Inneres und folgende Behörden und Beamte benannt:

1. nach Artikel 6 Absatz 1 die nationalen Kontaktstellen für die DNA-Analyse: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, Bundeskriminalamt
2. nach Artikel 11 Absatz 1 die nationalen Kontaktstellen für die daktyloskopischen Daten: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, Bundeskriminalamt
3. nach Artikel 12 Absatz 2 die nationalen Kontaktstellen für die Daten aus den Fahrzeugregistern: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, Bundeskriminalamt
4. nach Artikel 15 die nationalen Kontaktstellen für den Informationsaustausch bei Großveranstaltungen: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit
5. nach Artikel 16 Absatz 3 die nationalen Kontaktstellen für Informationen zur Verhinderung terroristischer Straftaten: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, BVT
6. nach Artikel 19 die nationalen Kontakt- und Koordinierungsstellen für die Flugsicherheitsbegleiter: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, EKO Cobra
7. nach Artikel 22 die nationalen Kontakt- und Koordinierungsstellen für die Dokumentenberater: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, Abteilung II/2
8. nach Artikel 23 Absatz 3 die nationalen Kontaktstellen für die Planung und Durchführung von Rückführungen: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, Abteilung II/3.
9. nach den Artikeln 24 bis 27 die zuständigen Behörden und Beamten. Das sind:
 - gemäß Artikel 24 jene Behörden, die gemeinsame Streifen sowie sonstige Einsatzformen bilden: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, Referat II/2/a (Exekutivdienst)
 - gemäß Artikel 24 jene Beamten oder sonstigen staatlichen Bediensteten, die bei solchen Einsätzen mitwirken: Angehörige der Bundespolizei und des rechtskundigen Dienstes der Sicherheitsbehörden
 - gemäß Artikel 25 jene Stellen, die bei Maßnahmen bei gegenwärtiger Gefahr unverzüglich zu unterrichten sind: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit
 - gemäß Artikel 26 jene Behörden, die für die gegenseitige Unterstützung bei Großereignissen, Katastrophen und schweren Unglücksfällen zuständig sind: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit
 - gemäß Artikel 27 jene Behörden, die für die Zusammenarbeit über Ersuchen zuständig sind: die Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit, Bundeskriminalamt

Belgique

Déclaration concernant l'article 2.3:

Les articles 2 à 6 du traité s'appliquent à la banque de données ADN «Condamnés» telle que définie à l'article 5 de la Loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale.

Déclaration concernant l'article 42:

1. Le point de contact national pour l'analyse ADN, visé à l'article 6.1, est l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie au sein du Service public fédéral Justice.
2. Le point de contact national pour les données daktyloskopiques, visé à l'article 11, est le Service d'identification judiciaire au sein de la Direction générale de la Police judiciaire de la Police fédérale.
3. Le point de contact national pour les données du registre d'immatriculation de véhicules, visé à l'article 12.2, est le Service Immatriculation au sein de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports.
4. Le point de contact national pour l'échange d'informations lors de manifestations de grande envergure, visé à l'article 15, est la Direction des Opérations et de l'Information au sein de la Direction générale de la Police administrative de la Police fédérale.

5. Le point de contact national pour les informations relatives à la prévention d'infractions terroristes, visé à l'article 16.3, est le Service central de Lutte contre le Terrorisme au sein de la Direction générale de la Police judiciaire de la Police fédérale.
6. Le bureau national de contact et de coordination pour les gardes armés, visé à l'article 19, est l'Inspection aéronautique au sein de la Direction générale Transport aérien du Service public fédéral Mobilité et Transports.
7. Le bureau national de contact et de coordination pour les conseillers en faux documents, visé à l'article 22, est le Service central de lutte contre les faux au sein de la Direction générale de la Police administrative de la Police fédérale.
8. Le point de contact national pour la planification et l'exécution des mesures d'éloignement, visé à l'article 23.3, est la Direction générale Office des Etrangers du Service public fédéral Intérieur.
9. Les autorités et fonctionnaires compétents, visés aux articles 24 à 27, sont les autorités et fonctionnaires compétents qui exercent des missions de police conformément au droit national belge.

Espagne

Le Royaume d'Espagne déclare que, conformément à l'article 42, le Secrétaire d'Etat pour la sécurité du Ministère de l'Intérieur est désigné comme autorité compétente.

Luxembourg

I. En application de l'article 2 paragraphe 2 du Traité, le Grand-Duché de Luxembourg déclare que les fichiers nationaux d'analyse ADN auxquels s'appliquent les articles 2 à 6 du Traité sont ceux visés par la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, à savoir:

- 1) le traitement ADN criminalistique, contenant les profils d'ADN qui ont été établis dans le cadre des enquêtes préliminaires ou instructions préparatoires en cours sur base de cellules humaines:
 - a) découvertes sur les lieux du crime ou ailleurs, identifiées ou non identifiées, ou
 - b) prélevées sur des personnes suspectes ou inculpées;
- 2) le traitement ADN condamnés, contenant les profils d'ADN des personnes qui ont été condamnées définitivement à une peine d'emprisonnement ou une peine plus lourde.

II. Conformément aux dispositions des autres instruments internationaux relatives à l'entraide judiciaire en vigueur, toute information transmise par le Grand-Duché de Luxembourg en application du Traité ne peut être utilisée comme moyen de preuve par la Partie contractante qui la reçoit qu'après autorisation des autorités judiciaires luxembourgeoises compétentes.

III. Conformément à l'article 42 du Traité, le Grand-Duché de Luxembourg désigne pour l'application du Traité les autorités compétentes et points de contact nationaux suivants:

- 1) pour les consultations et comparaisons automatisées de profils d'ADN visées aux article 3 et 4: le Service de Police Judiciaire de la Police grand-ducale;
- 2) pour la consultation automatisée de données dactyloscopiques visée à l'article 9: le Service de Police Judiciaire de la Police grand-ducale;
- 3) pour la consultation automatisée de données du registre d'immatriculation de véhicules visée à l'article 12: le Centre d'Intervention National de la Police grand-ducale;
- 4) pour l'échange d'informations lors de manifestations de grande envergure à dimension transfrontalière visé à l'article 15: le Centre d'Intervention National de la Police grand-ducale;
- 5) pour l'échange d'informations relatives à la prévention d'infractions terroristes, visé à l'article 16, paragraphe 3: le Service de Police Judiciaire de la Police grand-ducale;
- 6) pour les gardes armés à bord des aéronefs visés aux articles 17 à 19: le Service de Contrôle à l'Aéroport de la Police grand-ducale;
- 7) pour les conseillers en faux documents visés à l'article 22: le Service de Contrôle à l'Aéroport de la Police grand-ducale;
- 8) pour les mesures d'éloignement visés à l'article 23: la Police des Etrangers du Service de Police Judiciaire de la Police grand-ducale;
- 9) pour les autorités et fonctionnaires visés aux articles 24 à 27: les autorités et services compétents qui exercent des missions de police conformément à la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducal et d'une inspection générale de la police.